

EX-1

5095

17

16 JUIN 1972



ENRMA 98

NOTE CONCERNANT DES METHODES DE MESURE
APPLICABLES A L'INVESTISSEMENT HUMAIN EN MILIEU MAGHREBIN

A - Quelques observations et définitions liminaires s'imposent, faute de quoi l'on ne saurait pas exactement ce que l'on va mesurer, ni à quelles finalités (stratégie du développement) correspondent ces mesures. Les présupposés à la fois théoriques et fonctionnels que supposent les enquêtes à entreprendre doivent être au préalable explicitement formulés, sinon une certaine confusion risque de régner : l'on sait assez quelles erreurs, sources de nombre d'illusions - et de désillusions - ont été commises, dont les effets négatifs ne s'effacent pas en tournemain - Une telle confusion ne pourrait que contribuer à les alimenter.

1) Rappelons, d'abord, que le concept opératoire d'"investissement humain" (1) est entendu ici dans le sens de :

"Travaux effectués de façon bénévole par une main-d'oeuvre volontaire, inemployée ou sous-employée, à des fins d'accumulation du capital" (2)

Cette définition n'exclut pas, toutefois, l'existence de cas marginaux ; il n'y a pas lieu d'écarter de ce type de réalisation le versement de salaires nettement inférieurs à ceux de la région en cause ou le versement d'une rémunération en nature.

2) Compte tenu des conditions spécifiques du Maghreb, comme, d'ailleurs, de celles de nombre d'autres pays dits "en voie de développement" et, plus particulièrement, de la prédominance de la population active agricole et, à l'intérieur de celle-ci,

(1) ci-après désigné sous le sigle "I.H."

(2) L'on se permet de renvoyer pour plus ample explication à notre livre "Investissements humains, illusions et réalités", édit. Mouton et Co., Paris-La Haye, 1969, qui est un essai de problématique sur le sous-emploi rural et sur les conditions objectives de son utilisation à des fins d'accumulation du capital, et d'où cette définition est reprise (p. 15).

d'un fort sous-emploi rural, le recours aux I.H. (3) y constitue un préalable nécessaire au développement, à la condition que, se traduisant par une accumulation du capital, ils contribuent à une reproduction élargie et non plus à une reproduction simple.

3) L'on ne saurait, toutefois, le réduire à une pure intervention technique au même titre, par exemple, que l'amélioration des techniques culturales, la lutte contre l'érosion, l'utilisation de semences sélectionnées et d'engrais, la combinaison de l'agriculture et de l'élevage, l'installation d'industries rurales transformatrices des produits de l'agriculture (4). Il serait irréaliste, voir dangereux, de les isoler du cadre économique et social qui les suscite et qui conditionne leur efficacité.

Il est, en particulier, évident que certaines options fondamentales permettent seules de s'assurer du concours bénévole de la population rurale, laquelle est et reste, dans l'ensemble, la plus défavorisée. Quelles que soient leurs mérites pédagogiques, les techniques d'"animation" et d'"éveil" au développement communautaire ne sauraient remplacer ces options.

Sans doute certaines d'entre elles permettent-elles de favoriser, chez les populations concernées, la prise de conscience de leurs besoins réels et sont-elles susceptibles de les amener à réaliser des projets de "self-help" dans le cadre d'actions intégrées de développement. Il n'en reste pas moins que, le plus souvent, on n'obtient aucun résultat valable sur le plan macro-économique, quant au rythme du développement, sans que soient profondément transformées les structures de base.

Bien que rédigées il y a près de dix ans, certaines conclusions du troisième rapport des Nations-Unies sur le "Progrès de la Réforme agraire" demeurent à la fois actuelles et valables quant à l'impact limité des programmes de développement communautaire dans le cas de régimes fonciers inadaptés:

(3) Quels que soient les désillusions et les échecs enregistrés dans leur utilisation.

(4) Les I.H. sont au demeurant, appelés à jouer un rôle non négligeable dans l'ensemble de ces améliorations et interventions.

.../...

"Une réforme complète du régime foncier, impliquant une redistribution de la propriété, est parfois nécessaire pour assurer le succès des programmes de développement communautaire ou même une évolution régulière et un développement économique satisfaisant dans le cadre de tout autre plan d'action. Ceci est vrai pour les pays où le régime foncier en vigueur prive la plus grande partie de la population de tout espoir et de toute raison de manifester de l'initiative... Dans une société où quelques individus sont propriétaires de vastes étendues de terre, cependant que la grande majorité de la population est composée de fermiers et de travailleurs agricoles sans terre, l'oeuvre que peut accomplir le développement communautaire est forcément limitée." (1)

En bref, il s'agit, avant toute mise en oeuvre d'une politique d'I.H. d'"interroger" les structures sociales, afin d'étudier dans quelle mesure elles constituent ou non un obstacle à une telle politique ou, au contraire, leur offrent un milieu d'accueil favorable.

Les critères suivants méritent d'être retenus qui, à cet égard, permettent de porter un jugement de valeur aussi objectif que possible:

- étant donné les structures en cause, le profit des travaux d'I.H. accomplis bénévolement ou quasi bénévolement ira-t-il, pour l'essentiel, à ceux qui les auront menés à bien ?

- d'autre part, dans le cadre des structures existantes, ces efforts seront-ils, ou non, le fait de l'ensemble des catégories, couches ou classes sociales ou, au contraire, de certaines d'entre elles seulement, d'autres s'en trouvant, pour telle ou telle raison, pratiquement exemptés.

(1) Rapport 36/IV/2, New York, Nations-Unies, 1963, ... 82

4) Un autre préalable à remplir concerne ce que l'on peut considérer comme le matériau des I.H. : le sous-emploi rural (1). Il importe d'en connaître non seulement l'ampleur, mais les caractéristiques, les mesures les mieux intentionnées pouvant conduire, certains exemples le prouvent, aux erreurs les plus dommageables lorsque cette connaissance est insuffisante. Aussi ne saurait-il être trop conseillé de mener à bien, de préférence, des enquêtes "temps de travaux" ou d'emploi du temps (de type "budgets-temps") (2) qui gagneraient à être conduites en liaison avec d'autres enquêtes socio-économiques.

On peut se reporter, à titre d'exemple, aux instructions et formulaires élaborés à l'occasion de l'enquête entreprise, à l'initiative du projet de revalorisation de l'agriculture en sec au Maroc (PRAM II), dans trois milieux naturels différents de la province de Béni-Mellal : moyenne montagne à amandiers et à vocation pastorale, et plaine irriguée (3). Malheureusement, par suite de l'interruption prématurée du projet, cette enquête a dû être abandonnée peu après avoir été lancée.

-
- (1) Lequel, diffère, qualitativement et quantitativement, du "chômage" en général et, plus particulièrement, du chômage urbain. Pour une analyse critique de ces différents concepts, se reporter au chapitre I de notre livre déjà cité.
- (2) A la différence des méthodes d'enquête utilisées pour les sociétés industrielles, celles-ci devront tenir compte du cycle naturel de travail agricole des sociétés, traditionnelles et, par conséquent, porter sur une année entière, ce qui pose des problèmes de coût et conduit à proposer de les juxtaposer avec d'autres enquêtes. Cf, en ce sens, chapitre II, par. E et F de notre livre, ainsi que notre article "The time concept in the evaluation of rural underemployment and time activities", Conference of Competing Demands for Time and Labour : Traditional African Societies held at Holly Knoll, Virginia, USA, October 19-21-1967 et publiée dans Information sur les Sciences Sociales, 8 (3), 1969.
- (3) Cf. le "Dossier sous-emploi rural" établi par ce projet, Rabat, juin 1971 et, en particulier, la note "Enquête emploi de temps en milieu rural", ainsi que les annexes, instructions et formulaires.

.../...

De telles enquêtes sont mieux adaptées à la spécificité du sous-emploi rural que celles de "main-d'oeuvre et d'emploi" dont l'inadéquation générale, au problème qu'elles se proposent d'étudier, n'a guère que le mérite d'illustrer un aspect, parmi d'autres, de l'"éthnocentrisme occidental" (4).

5) Le poids des contraintes socio-culturelles qui s'oppose à l'utilisation du sous-emploi rural sous forme d'I.H. ne saurait être sous-estimé. Pour l'essentiel, il suppose - nous l'avons vu - que le préalable de l'adéquation des structures sociales soit résolu, qui permette l'apparition puis la diffusion de motivations nouvelles et puissantes : de telles motivations impliquent elles-mêmes, de la part de ceux qui participent à ces actions, qu'ils aient atteint un niveau de conscience élevé. Elles impliquent également que dirigeants et populations soient engagés dans un dialogue réellement démocratique et institutionnalisé, dialogue qui aille de pair avec, sinon exige, le choix et la mise en oeuvre d'options essentielles dans le sens de la modification et de la transformation des conditions objectives elles-mêmes et, d'abord, des structures sociales inadéquates. Ici apparaît le caractère "formel" de la distinction entre conditions objectives et conditions subjectives puisque, aussi bien, c'est par le médium de la prise de conscience que certaines structures sociales se manifesteront, frein ou obstacle à l'emploi des I.H. Et cette prise de conscience est elle-même un facteur déterminant quant à l'apparition et à la diffusion de motivations favorables ou défavorables : au delà de la commodité d'analyse qu'elles permettent, cette interaction réciproque des deux types de conditions doit, par conséquent, s'apprécier en termes d'unité dialectique

La participation active des populations à des travaux bénévoles est liée à leur propre et intime conviction que cette action est indispensable pour les affranchir des plus pesantes nécessités, et qu'elles en seront les bénéficiaires directs.

Une telle action gagnera à s'inscrire, sur le double plan de l'efficacité économique et celui de la stimulation psychologique, dans le cadre d'une planification du développement économique et social régionalisée et décentralisée.

.. / ...

Cela requiert que, sous des formes diverses et adaptées aux spécificités locales, la population concernée soit appelée à participer à son élaboration d'abord, à sa réalisation ensuite.

En ce sens les structures d'administration verticales et centralisées que le Maroc a héritées de l'époque du protectorat ne favorisent guère ce type de planification. Aussi bien les tentatives qui ont commencé d'y être entreprises ces derniers temps en direction d'une régionalisation de la planification méritent-elles d'être encouragées et systématisées (cf les critiques du même ordre faites à l'égard de la "Promotion Nationale" dans la note qui lui est consacrée).

6) Source non négligeable et probablement nécessaire d'accumulation du capital, l'utilisation du sous-emploi rural sous forme d'I.H. constitue un moment tactique important, sinon décisif (bien que temporaire), dans la stratégie de la rénovation rural et du développement économique et social et, donc, de l'aménagement des campagnes et de l'environnement rural. Mais l'on ne saurait ignorer que la mobilisation de cette force potentielle de travail porte en elle les germes de son épuisement (cf. par. 8).

Il serait, par conséquent, dangereux de voir dans cette seule mobilisation du travail inemployé un élément décisif à long terme du progrès de la production si, en même temps, des mesures ne sont pas prises pour favoriser l'entrée en scène d'autres facteurs qui, essentiellement, doivent viser à permettre le relèvement de la productivité du travail et l'accroissement des investissements.

Il ne faut pas, d'autre part, perdre de vue que l'action des I.H. permet elle-même, grâce à l'accumulation du capital, d'obtenir un accroissement future de la productivité. Mais la contrainte des délais de maturation exige que, entre les travaux effectués et leur arrivée à maturation, d'autres facteurs entrent en jeu pour obtenir une augmentation intermédiaire de la productivité. Aussi y a-t-il lieu de combiner harmonieusement ce type d'investissements selon leur terme de maturation, en évitant de sacrifier ceux dont les résultats ne sont sensibles qu'à long terme, tout en n'oubliant pas que les motivations des

.../...

agriculteurs ne sauraient résister longtemps à l'absence de résultats à court terme.

7) Certains erreurs paraissent plus particulièrement dangereuses, qui risquent d'entraîner la stérilisation d'une politique d'I.H. A plus ou moins brève échéance, elles ne laissent ouverte qu'une seule voie, celle de la stagnation, prétendre éviter celle-ci par le recours à la contrainte ne pouvant constituer une solution valable : elle risque seulement de s'accompagner de tensions sociales grandissantes opposant de plus en plus vivement une mince couche oligarchique de privilégiés à la masse de la paysannerie. -Et l'aide extérieure, même (ou surtout) massive ne saurait remplacer l'effort propre - et indispensable - des pays en cause. Maints exemples le prouvent.

En bref, il convient surtout d'éviter :

- la sous-estimation des possibilités offertes par le sous-emploi (1), laquelle s'accompagne souvent d'une surestimation parallèle (sinon complémentaire) de celle que présente l'industrialisation (2) ;

- La simplification abusive du problème qui, soit par impatience d'obtenir des résultats, soit par incapacité d'emporter l'adhésion de la population, conduit à l'utilisation de formes contraignantes (services civiques, etc..) ou obligatoires, de type colonial, même lorsqu'elles se parent de nouveaux impératifs "nationalistes".

(4) Pour éviter de s'attarder sur la critique de cet aspect des concepts, définitions et enquêtes généralement employées en la matière, se reporter au chapitre I de notre livre déjà cité, ainsi qu'à l'article également cité "The time concept..". Une tendance à surestimer l'importance de ce sous-emploi se fait jour chez nombre d'auteurs qui introduisent, de façon exogène, des critères d'appréciation subjective ne tenant pas compte de certains traits socio-culturels, comme la non dichotomisation (ou la faible dichotomisation) existant dans ces sociétés entre "travail" et "loisir".

(1) Ce qui ne veut pas dire, bien au contraire qu'un autre danger ne soit pas la tendance à surestimer celui-ci (cf. para 4)

(2) Mise en garde qu'il ne faut nullement interpréter comme une option anti-industrialisante, l'industrie étant une composante normale de tout effort de développement économique. Mais il serait illusoire - et irréaliste - de penser que, même dans les conditions les plus favorables, le seul développement du secteur industriel puisse suffire à absorber le sous-emploi rural (cf en ce sens "Investissements humains.." op. cit. chapIV paraB.)

Ce recours à la contrainte, en faveur duquel sont parfois tentés des essais de justification, offre généralement l'inconvénient de cumuler des effets négatifs à la fois sur le plan économique (coût élevé des dits "services civiques" incapables même de s'autofinancer), sur le plan politique (effets de "fuite", processus de retrait au lieu de l'apparition de motivations favorables au développement) et sur le plan social (accélération de l'exode rural).

8) Lié à une phase pas ou peu monétarisée de l'économie, le recours aux I.H. constitue un apport au travail gratuit, bénévole. En tant que tel, il exige une adhésion profonde de la masse des paysans, et donc, une prise de conscience préalable. Mais au fur et à mesure de l'intégration des unités de production à l'économie nationale (1) et en même temps que le paysan accède à une nouvelle conscience politique globale (2) et aux impératifs du développement accéléré, le travail ainsi fourni cesse d'être un don et devient du travail rémunéré.

Cette rémunération correspond, en dernière analyse, à une prise en charge de ces investissements par un groupe social plus large (groupes d'entr'aide, formes mutualistes pré-coopératives, coopératives, etc..) qui permet d'élargir l'horizon conceptuel de ses membres et, en même temps, d'opérer sur une base plus vaste, la redistribution de la charge des I.H.

A ce stade, ceux-ci disparaissent, après avoir joué un rôle non seulement économique, mais éducatif. Décision et utilisation en matière de sous-emploi et d'I.H. ont été le fait des producteurs eux-mêmes et, dans cette démarche et à ce niveau, ils ont intégré, en tant que motivation, la notion d'investissement sous sa forme la plus élevée du point de vue de la prise de conscience qu'elle implique : travail gratuit consenti dans un intérêt social à plus ou moins long terme.

(1) Que ce soit par l'intermédiaire du "marché", ou par la participation à l'élaboration d'une planification véritablement régionalisée, aux niveaux le plus humble et le plus authentique, celui du douar.

(2) En relation avec le choix d'options politiques fondamentales, qu'elles soient de type "nationaliste rationnel" suivant la terminologie de Gunnar Myrdal, ou "autocentré" suivant celle d'autres auteurs (en particulier Jean Bénéard et Samir Amin).

Cette prise de conscience aide à dépasser, dans l'esprit des paysans concernés et par leur pratique, la contradiction entre les satisfactions d'une consommation immédiate (et le "loisir" ou le "non-travail" peuvent être assimilés à une "consommation") et les nécessités d'une activité appelée à porter ses fruits à plus ou moins long terme. L'investissement est ainsi devenu un concept qui a perdu toute opacité et qui est désormais clairement intégré dans l'esprit et l'activité sociale des travailleurs.

Une telle phase pédagogique peut ne pas être sans influence sur le devenir des sociétés concernées: le passage à des formes d'industrialisation généralisée pourra alors s'opérer dans des conditions et suivant des voies différentes de celles des pays industrialisés où l'apparition de la classe ouvrière est liée à la dichotomie préalable tant objective que subjective des deux sphères de la "Consommation" et de l'"Investissement".

B - Objectif à proposer pour une enquête (I) sur les I.H.

I. Recherche des obstacles à leur utilisation -

- d'ordre physique :

- à titre d'exemple dispersion de la population entraînant une limitation de la dimension des travaux à entreprendre et du niveau auquel ils peuvent être effectués (Pour le Maroc, seront retenus les niveaux suivants : foyer, douar, commune rurale, annexe ou caïdat groupant plusieurs communes rurales, cercle, province).

- d'ordre social :

- la dégradation des structures traditionnelles (essentiellement la jmaa) constitue-t-elle un frein à l'effort de la collectivité dans son ensemble ou de telle ou telle couche ou classe de la population ?

(I) Diverses méthodes d'enquête pourront être utilisées, depuis les questionnaires clos et/ou ouverts jusqu'aux entretiens non directifs en passant par le simple recueil de données statistiques.

.../...

- l'existence de tensions à l'intérieur de certaines collectivités ne risque-t-elle pas également de freiner cet effort ? (recherche de ces tensions)
- le paysannat (ou certaines couches de paysans) a-t-il l'impression d'être sacrifié à d'autres couches sociales ou, au contraire, intégré dans l'effort de développement ?
- cette recherche est à mener conjointement avec celle permettant de déterminer les échelles de revenus les plus "significatifs" avec l'indication du pourcentage de population active correspondant:
 - revenu annuel moyen du paysan,
 - salaire annuel minimum (pour les diverses zones),
 - salaire annuel des catégories plus représentatives d'ouvriers spécialisés et qualifiés, des employés et des cadres,
 - solde annuelle des fonctionnaires (différents échelons),
 - solde annuelle des militaires (soldats, sous-officiers, officiers),
 - solde annuelle des parlementaires,
 - revenu annuel des autres couches ou classes sociales (commerçants, artisans, industriels, etc..)

2. Recherche des facteurs favorables -

- en matière de motivations:
 - les motivations spontanées de type national ou anticolonialiste,
 - les motivations suggérées ou déclenchées par un processus d'éducation idéologique (rôle du ou des partis).

Pour une exploitation statistique des questionnaires, différents symboles seront utilisés suivant qu'il s'agit de :

- motivation de type nationaliste ou exprimant une prise de conscience nationale,
- motivation de type économique: prise de conscience de la nécessité du développement économique, y compris au niveau de la collectivité en cause; volonté d'améliorer la situation économique du groupe.

../...

- Dans ce cas, distinguer suivant le niveau d'intégration qu'exprime le désir du groupe :

- douar,
- commune rurale,
- annexe ou caïdat (groupe de commune rurales
- cercle,
- province,
- nation.

- motivation de type social, traduisant la volonté d'améliorer le niveau culturel, sanitaire, etc.. de la collectivité,

- motivation de type indifférencié ou englobant plusieurs types de motivations (I).

En ce qui concerne l'apparition de structures nouvelles :

- plus ou moins spontanées : naissance d'équipes d'entraide, formes diverses de coopération (les analyser),

- à l'initiative du ou des partis, syndicats, ou autres organisations:

- création de coopératives ou autres formes d'organisation mutualiste, etc...

3. Les réalisations : se reporter au tableau donné en C - au cas où le cadre proposé ne pourrait être utilisé, donner des appréciations, si possible chiffrées, sur les principales rubriques qu'il convient et répondre (avec, au besoin, des appréciations qualitatives) aux questions suivantes :

- quelles sont les méthodes d'évaluation des travaux réalisés (des critères normalisés ont-ils été adoptés qui permettent de faire ressortir l'apport net en travail?)
- quelle est l'influence du type de décision (participation plus ou moins grande de la population) sur les résultats obtenus ?

(I) Ces types de motivations sont donnés à titre indicatif. Au cours de la pré-enquête, d'autres types pourront être relevés dont il y aura lieu de tenir compte lors de l'enquête proprement dite.

.../...

- quelles sont les préférences de la population en ce qui concerne les types de travaux entrepris? Pourquoi? Quels sont les types de travaux les plus mobilisateurs?
- quelle est l'influence de l'encadrement? A-t-on réussi à former des animateurs au niveau du douar ? Comment? Analyser les raisons d'échec ou de succès.
- existe-t-il un recensement des travaux effectués au titre des I.H. ? (cf tableau joint comme cadre d'enquête).
- dans quelle mesure la population concernée participe-t-elle vraiment aux travaux réalisés ? (pourcentage de la population globale, rôle particulier de tel ou tel groupe, des jeunes, des femmes, etc..).
- quelles sont les motivations les plus courantes? les plus mobilisatrice? assiste-t-on à une dégradation plus ou moins rapide des motivations en cours de travail? ou, au contraire, à une progression? dans quels cas? (rôle de la nature des travaux, du type de décision, de l'encadrement, etc..).
- quelle est, en général, la durée de la période s'écoulant entre la prise de décision et le commencement des travaux? varie-t-elle en fonction du type de décision?
- quelle est la durée moyenne des travaux entrepris? Cette durée a-t-elle une influence directe sur l'évolution des motivations?
- Le rythme des travaux est-il prévu dès le début ou évolue-t-il en cours de réalisation? quelles sont les causes influençant cette évolution? débordent-ils la morte-saison et, dans ce cas, arrive-t-il que les travaux soient interrompus? Les cas d'abandon de travaux sont-ils fréquents? (liaison de cette évolution négative avec d'autres facteurs: types de précision, motivations, nature des travaux, etc..)

../...

- quelle est l'influence de ces différents facteurs sur l'efficience du travail? (le rendement); quelles sont, éventuellement, leurs liaisons réciproques?

4. Encadrement et structures administratives -

- quelque soit le système adopté, il est nécessaire d'assurer un minimum d'encadrement (de type animateurs de douars ou de villages et, à un niveau plus élevé, mais aussi rapproché que possible du douar ou du village, des techniciens, moniteurs ou vulgarisateurs d'agriculture et d'élevage, et de cadres de coopération, par exemple).
- quelles sont les mesures prises pour former cet encadrement et quels sont les résultats obtenus et comparés suivant les systèmes employés (y compris, éventuellement, ceux de l'enseignement agricole et technique de type classique, des centres de formation professionnelle "rapide" là où il en existe, des organismes ou institutions faisant appel aux méthodes actives ou recourant à des méthodes et programmes spécifiquement adaptés à l'enseignement des adultes (I)).

(I) lesquelles, en réaction contre un enseignement trop uniquement "pratique", dont il ne s'agit nullement de nier l'intérêt, mettent l'action sur la nécessité de faire précéder celui-ci de l'étude de bases théoriques. C'est un des mérites de l'Institut National de Formation des Adultes (INFA, Nancy) que d'avoir, sous l'impulsion de Bertrand Schwartz, et en réaction contre certains stéréotypes "nouveaux", dégagé combien, sur le plan de la pratique pédagogique, il était nécessaire de partir d'un cadre explicatif global et non d'aspects isolés dont il est impossible de donner une explication cohérente (cf. dossier "Formation", Tome I. PRAM, Rabat, juin 1971 et la revue Education Permanente publiée par l'INFA).

.../...

C. Projet de tableau récapitulatif des travaux effectués dans la province de pendant l'année 19....
au titre des I.H. accomplis volontairement par la population (1)

Localisation des travaux (douar ou village, commune rurale, annexe, cercle, province ou autre appellation des divers niveaux des structures administratives en partant du douar ou village)		Décision		Travaux effectués										
		Date	Type	Dates		Nature des travaux (désignation précise)	Catégorie	Niveau techni-	Type d'organisa-tion		Durée (jours)	Participation de la popu-lation		Niveau auquel ils ont été ef-fectués
				Début	Fin				Equipe et en-cadre-ment	Conti-nuité		Par groupe	En %	
(1)	(2)	(3)	(4)	(5)	(6)	(7)	(8)	(9)	(10)	(11)	(12)	(13)	(14)	
Nombre global de journées tra-vail	Effectif moyen	Motiva-tion	Recherche de l'apport net par travailleur et de l'efficacité du travail					Estima-tion en monnaie du pays (ici, dirhams de l'ap-port en travail = (I9-24)	Ap-port net par jour de tra-	Indice d'effi-ci-ence du travail (E.T)	Observations			
		Type Evo-tion	Estima-tion en monnaie du pays (ici-dirhams des travaux effec-tués	Estimation en monnaie du pays (ici, dirhams) des matériaux fournis	Par le Gou-verne-ment	Par un parti ou par une or-ganisa-tion	Par la population					Total		
(15)	(16)	(17)	(18)	(19)	(20)	(21)	(22)	(23)	(24)	(25)	(26)	(27)	(28)	

(I) Malgré les réserves que l'on peut faire sur la "Promotion Nationale" dont les méthodes ne correspondent pas à la définition donnée par les I.H., il y aurait intérêt à choisir, pour une telle enquête, une province représentative des méthodes utilisées (type de rémunération), c'est-à-dire où l'on trouve les différents types de travaux A et B, C et D. Etant donné la faible importance globale de ces deux derniers types, ce choix ne doit pas s'entendre dans un sens purement statistique ; il y aura intérêt, au contraire, à retenir une province où le pourcentage est plus élevé que la moyenne nationale - cf note consacrée à la "Promotion Nationale". Il y aurait également lieu de tenir compte dans ce choix, et dans la mesure du possible, de l'existence de véritables travaux, plus ou moins spontanés, d'I.H. Dans ce dernier cas et étant donné la différence de nature entre ces travaux et ceux effectués au titre de la P.N., il sera nécessaire de dresser deux tableaux différents, permettant une analyse comparative.

